



Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Décision n° CE-2024-3661
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Provence-Alpes-Côte d'Azur
après examen au cas par cas de la
révision du zonage d'assainissement des eaux usées
de Blauvac (84)

n°saisine CE-2024-3661
N°MRAe 2024DKPACA8

Le Président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 à R.122-24 ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu les arrêtés du ministère de la Transition écologique des 19 juillet 2023 et 22 février 2024 portant nomination de membres de Missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 21 septembre 2023 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis, Jacques Legaignoux et Sandrine Arbizzi, membres de l'IGEDD, pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas relevant du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CE-2024-3661, relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Blauvac (84) déposée par le Syndicat Mixte des Eaux Rhône Ventoux, reçue le 12/03/24 ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 14/03/24 ;

Considérant que la commune de Blauvac, d'une superficie de 20,8 km², compte 535 habitants (recensement 2020), 809 habitants en période de pointe touristique et qu'elle prévoit d'accueillir 597 habitants d'ici 2031 ;

Considérant que la révision du zonage des eaux usées de la commune de Blauvac a pour objet de mettre en cohérence le zonage d'assainissement des eaux usées avec le plan local d'urbanisme approuvé le 18/11/2019 et ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant que le zonage est élaboré dans le cadre de la mise à jour du schéma directeur d'assainissement datant de 2007 ;

Considérant qu'aucune extension de l'urbanisation n'est prévue dans les zones non desservies par le réseau d'assainissement ;

Considérant que la quasi-totalité des zones urbaines et à urbaniser sont classées en assainissement collectif ou en assainissement collectif futur ;

Considérant que 50,8 % de la population est raccordée à l'assainissement collectif ;

Considérant que le réseau d'assainissement collectif des eaux usées de la commune, géré par le syndicat mixte des eaux Rhône Ventoux, est raccordé à deux stations d'épuration (STEP) :

- Blauvac Village, mise en service en 2008, de type boues activées et d'une capacité réelle de traitement de 150 équivalents habitants ;
- Blauvac Saint Estève, mise en service en 2016, de type filtres plantés de roseaux et d'une capacité réelle de traitement de 300 équivalents habitants ;

et qu'elles s'avèrent, selon le dossier fourni, suffisantes pour supporter la charge supplémentaire liée à l'évolution de la population envisagée de la commune ;

Considérant que les stations d'épuration ont été déclarées conformes à la directive eaux résiduaires urbaines¹ en 2022 ;

Considérant qu'un programme de travaux hiérarchisés et chiffrés résultant de la mise à jour du schéma directeur a été établi afin de réduire les intrusions d'eaux claires dans les systèmes d'assainissement ;

Considérant que la carte d'aptitude des sols ne fait état d'aucune mauvaise aptitude des sols à l'assainissement autonome ;

Considérant que la commune compte 162 installations en assainissement non collectif faisant l'objet d'un contrôle par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ;

Considérant que sur 207 contrôles réalisés, 44 % des installations sont déclarées conformes, 9 % acceptables, 27 % non conformes sans risques et 7 % non conformes avec obligation de travaux ;

Considérant que la commune de Blauvac n'est pas concernée par les zones à enjeux sanitaires et environnementaux du département de Vaucluse² ;

Considérant que les masses d'eau superficielle, présentes sur le territoire communal et identifiées au SDAGE³ Rhône-Méditerranée 2022-2027 :

- FRDR10491 « Ruisseau des Arnauds » est qualifiée de « état écologique moyen » et « bon état chimique » en 2021 ;
- FRDR386 « La Nesque de sa source au vallon de Saume Morte » est qualifiée de « très bon état écologique » et « bon état chimique » en 2021 ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, la mise en œuvre du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences dommageables significatives sur la santé humaine et l'environnement.

DÉCIDE :

Article 1

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées situé sur la commune de Blauvac (84) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

1 [directive du conseil des communautés européennes n°91/271/CEE du 21 mai 1991](#)

2 Arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 portant définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux dans le cadre de l'arrêté ministériel définissant les conditions de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif traitant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5.

3 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Blauvac est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site de la MRAe.

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 30 avril 2024

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA



Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la MRAe PACA

MIGT Marseille

16 rue Zattara

CS 70248

13331 Marseille Cedex 3

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.